

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2019 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2019 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2018, nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté une nouvelle norme comptable, l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui est présentée à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent rapport de gestion. L'adoption de l'IFRS 16 a eu une incidence importante sur les résultats présentés. Conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de l'exercice précédent.

À compter du le 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux PCGR, de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2018. En avril 2019, nous avons vendu certains actifs de notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 17 avril 2019 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « premier trimestre » désignent la période de trois mois close le 31 mars 2019, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2018 ou au 31 décembre 2018, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Tables des matières

3	Faits saillants financiers trimestriels	26	Engagements et obligations contractuelles
5	Faits saillants stratégiques	26	Évolution de la réglementation
6	Sommaire des résultats financiers consolidés	27	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
7	Résultats de nos secteurs à présenter	28	Estimations et méthodes comptables critiques
13	Revue de la performance consolidée	31	Objectifs financiers
16	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	31	Indicateurs clés de performance
20	Survol de l'état de la situation financière	32	Mesures non conformes aux PCGR
21	Situation financière	36	Autres renseignements
23	Gestion des risques financiers	38	À propos des énoncés prospectifs

Faits saillants financiers trimestriels

Produits

Le total des produits a diminué de 1 % pour le trimestre à l'étude, surtout en raison des reculs de 12 % des produits tirés du matériel du secteur Sans-fil et des produits du secteur Media. Le déclin des produits tirés du matériel de Sans-fil s'explique principalement par notre approche disciplinée à l'égard des ajouts d'abonnés aux services facturés, tandis que la baisse des produits de Media découle de la distribution versée par la ligue majeure de baseball au premier trimestre de 2018.

Ces reculs ont été en partie compensés par la solide croissance de 4 % des produits tirés des services de Sans-fil, les PMPA mixtes ayant continué d'augmenter d'un exercice à l'autre pour un douzième trimestre de suite, et par celle de 1 % de Cable, qui a enregistré une progression de 7 % de ses produits tirés des services d'accès Internet, ce qui a continué de stimuler les résultats du secteur. Tous secteurs confondus, le total des produits tirés des services a progressé de 1 % au cours du trimestre.

Exclusion faite de la distribution versée par la ligue majeure de baseball à l'exercice précédent, le total des produits serait resté stable pour le trimestre à l'étude et le total des produits tirés des services aurait augmenté de 3 %.

BAIIA ajusté et marges

Bien que le BAIIA ajusté consolidé soit resté stable pour le trimestre à l'étude, nous avons réussi à faire progresser de 40 points de base de la marge du BAIIA ajusté. Exclusion faite de certains facteurs liés au baseball, le BAIIA ajusté consolidé aurait augmenté de 7 % pour le trimestre considéré et la marge aurait progressé de 250 points de base par rapport à l'exercice précédent. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent parce que nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018, ce qui a compté pour 3 points de pourcentage de la croissance, dont l'incidence s'est surtout fait sentir dans le secteur Sans-fil.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 9 %, ce qui a donné une marge de 46,4 %, soit une hausse de 380 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la solide croissance des produits tirés des services de ce secteur et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts. Par conséquent, la marge s'est établie à 45,6 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 90 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a diminué de 465 %, ou de 107 millions de dollars, au cours du trimestre considéré, diminution imputable surtout à la baisse des produits du secteur mentionnée plus haut et à l'augmentation des charges opérationnelles de Media causée par le calendrier de paiement des salaires de certains joueurs des Blue Jays de Toronto par suite des échanges effectués en 2019. Exclusion faite de l'incidence de ces facteurs liés au baseball, le BAIIA ajusté de Media aurait diminué de 25 % pour le trimestre à l'étude.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont diminué de 8 % et de 15 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison des transactions liées au baseball mentionnées ci-dessus. Exclusion faite de ces transactions, le bénéfice net aurait augmenté de 10 % tandis que le résultat net ajusté serait resté stable.

Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 998 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui équivaut à une progression de 13 %, et des flux de trésorerie disponibles de 405 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit une baisse de 8 %.

Nos solides résultats financiers nous permettent de continuer à investir dans notre réseau et nos avoirs de spectre et à renforcer notre bilan et nos liquidités tout en versant en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions. Nous avons en effet versé des dividendes de 247 millions de dollars au cours du trimestre considéré et nous avons annoncé une augmentation de 4,2 % de notre taux de dividende annualisé, ce qui le porte à 2,00 \$ par action. Nous avons aussi procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2,2 millions d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote (les « actions de catégorie B sans droit de vote »), d'une valeur de 155 millions de dollars, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. À la fin du premier trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 2,7, contre 2,5 à la fin de 2018, en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

Grâce à notre solidité financière, nous avons obtenu, en avril 2019, des licences de spectre de la bande de 600 MHz pour 1,7 milliard de dollars. Nous avons également conclu une nouvelle facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars) en avril, ce qui nous procure d'importantes liquidités disponibles supplémentaires que nous pouvons utiliser pour effectuer les paiements nécessaires à l'obtention des licences de spectre. Si l'on prend en compte l'acquisition en cours de ces licences de spectre, notre ratio d'endettement aurait été de 3,0 au 31 mars 2019.

Faits saillants stratégiques

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons inscrit le meilleur taux d'attrition des services facturés de Sans-fil de notre histoire : 0,99 %.
- Le nombre de clients qui adoptent nos services numériques a augmenté et le volume des appels reçus a diminué.
- Nous avons amélioré le service de nos centres d'appel et réduit le temps moyen de traitement des appels.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- En avril, nous avons obtenu des licences de spectre de la bande de 600 MHz pour une période de 20 ans, qui s'étendent à toutes les provinces et territoires du pays, pour un prix total de 1,7 milliard de dollars, afin d'offrir à nos clients la meilleure expérience sans fil qui soit. Ce spectre de basse fréquence constitue un fondement essentiel pour le déploiement de la technologie 5G à l'échelle du Canada.
- Nous avons annoncé un investissement de 100 millions de dollars destiné à étendre la couverture de nos services sans fil sur plus de 1 000 kilomètres pour atteindre des collectivités rurales et isolées au Canada.
- Nous avons fait nos premiers essais de transmission de données avec la 5G sur un réseau de Toronto prêt pour cette technologie.
- Nous avons conclu des ententes de service cadres à l'échelle nationale avec des partenaires importants du secteur immobilier afin de soutenir le déploiement de l'infrastructure 5G.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous nous sommes associés au Réseau de télévision des peuples autochtones pour diffuser la toute première partie de hockey de la LNH commentée en cri des plaines.
- L'adoption de notre service Télé Élan s'est encore accélérée et a enregistré des millions de recherches vocales de contenu.
- Nous avons annoncé la vente de notre division de l'édition à St. Joseph Communications.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Le total des produits tirés des services a progressé de 3 % et le BAIIA ajusté, de 7 %, exclusion faite de certaines transactions liées au baseball.
- Le MFMPA mixte et les PMPA mixtes de Sans-fil ont augmenté de 3 % et de 1 %, respectivement.
- Nous avons racheté 2,2 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote pour une somme de 155 millions de dollars.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- En janvier 2019, nous avons accédé à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour 2019, qui a reconnu 230 entreprises prônant la transparence dans la présentation de l'information sur l'égalité des sexes et la promotion des femmes dans les milieux de travail.
- Mediacorp Canada Inc. nous a nommés parmi les meilleurs employeurs au Canada pour la diversité en mars 2019.
- Nous avons adopté une nouvelle stratégie d'inclusion et de diversité comprenant des cibles triennales de représentation pour l'accession des femmes à des postes de direction et l'embauche de membres des minorités visibles, de la communauté LGBTQ+ et des peuples autochtones ainsi que de personnes handicapées.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons accru l'accès Internet à haute vitesse abordable grâce à l'expansion de notre programme « Branché sur le succès » et participé à l'initiative « Familles branchées » du gouvernement du Canada.
- Nous avons recueilli plus de 180 000 \$ à l'intention de causes communautaires de tout le pays au moyen de collectes de fonds organisées par les stations de radio de Rogers Media.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018 ¹	Variation en %
Produits			
Sans-fil	2 189	2 191	–
Cable	976	969	1
Media	468	532	(12)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(59)	(22)
Produits	3 587	3 633	(1)
Total des produits tirés des services ²	3 143	3 127	1
BAlIA ajusté ³			
Sans-fil	1 015	934	9
Cable	445	433	3
Media	(84)	23	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(41)	(52)	(21)
BAlIA ajusté	1 335	1 338	–
Marge du BAlIA ajusté ³	37,2 %	36,8 %	0,4 pt
Bénéfice net	391	425	(8)
Bénéfice de base par action	0,76 \$	0,83 \$	(8)
Bénéfice dilué par action	0,76 \$	0,80 \$	(5)
Résultat net ajusté ³	405	477	(15)
Résultat par action de base ajusté ³	0,79 \$	0,93 \$	(15)
Résultat par action dilué ajusté ³	0,78 \$	0,90 \$	(13)
Dépenses d'investissement	617	605	2
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	998	885	13
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	405	441	(8)

n. s. – non significatif

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté, la marge du BAlIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	1 747	1 687	4
Produits tirés du matériel	442	504	(12)
Produits	2 189	2 191	–
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	501	561	(11)
Autres charges opérationnelles	673	696	(3)
Charges opérationnelles	1 174	1 257	(7)
BAlIA ajusté	1 015	934	9
Marge du BAlIA ajusté	46,4 %	42,6 %	3,8 pts
Dépenses d'investissement	282	260	8

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	295	377	(82)
Ajouts nets d'abonnés	23	95	(72)
Total des abonnés aux services facturés ²	9 180	8 799	381
Attrition (mensuelle)	0,99 %	1,08 %	(0,09) pt
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	171	163	8
Réductions nettes d'abonnés	(56)	(60)	4
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 570	1 718	(148)
Attrition (mensuelle)	4,69 %	4,24 %	0,45 pt
MFMPA mixte (mensuel)	64,62 \$	62,67 \$	1,95 \$
PMPA mixtes (mensuels)	54,13 \$	53,68 \$	0,45 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La hausse de 4 % des produits tirés des services du trimestre considéré est attribuable aux facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés;
- l'accroissement de 1 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques.

L'augmentation de 3 % du MFMPA mixte du trimestre à l'étude est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

La hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés du trimestre considéré s'est établie à 295 000 abonnés et les ajouts nets, à 23 000 abonnés. Le fléchissement de ces chiffres par rapport à la même période de l'exercice précédent s'explique par notre approche disciplinée de gestion des abonnés et par un ralentissement général des marchés au cours du trimestre à l'étude en regard de l'exercice précédent. Nous croyons que la baisse du taux d'attrition pour le trimestre considéré découle de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et à la qualité toujours supérieure de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 12 % des produits tirés du matériel pour le trimestre découle des éléments suivants :

- la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- la diminution des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés mentionnée ci-dessus.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La baisse de 11 % du coût du matériel pour le trimestre considéré s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés, mentionnée ci-dessus;
- facteur en partie contrebalancé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude en raison principalement de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 9 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Produits			
Services d'accès Internet	541	506	7
Services de télévision	357	365	(2)
Services de téléphonie	76	96	(21)
Produits tirés des services	974	967	1
Produits tirés du matériel	2	2	–
Produits	976	969	1
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	5	5	–
Autres charges opérationnelles	526	531	(1)
Charges opérationnelles	531	536	(1)
BAIIA ajusté	445	433	3
Marge du BAIIA ajusté	45,6 %	44,7 %	0,9 pt
Dépenses d'investissement	289	297	(3)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	14	26	(12)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 444	2 347	97
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	(28)	(12)	(16)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 657	1 728	(71)
Services de téléphonie			
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(10)	9	(19)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 106	1 117	(11)
Foyers branchés ²	4 381	4 327	54
Nombre total d'abonnés ³			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	(24)	23	(47)
Nombre total d'abonnés ²	5 207	5 192	15

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

L'augmentation de 1 % des produits pour le trimestre considéré s'explique par :

- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- les changements apportés à la tarification des services;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 7 % pour le trimestre considéré. Ces augmentations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services d'accès Internet offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 2 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre considéré s'explique par :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par les nouveaux abonnés à Télé Élan;
- les changements apportés à la tarification des services de télévision, déduction faite de l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 21 % au cours du trimestre à l'étude, en raison surtout de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, ce qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré en raison de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Produits	468	532	(12)
Charges opérationnelles	552	509	8
BAIIA ajusté	(84)	23	n. s.
Marge du BAIIA ajusté	(17,9) %	4,3 %	(22,2) pts
Dépenses d'investissement	22	15	47

Produits

Les produits ont diminué de 12 % pour le trimestre considéré en raison de la distribution versée au cours de l'exercice précédent par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto. Exclusion faite de cette distribution, les produits de Media seraient restés stables d'un exercice à l'autre.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 8 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique par :

- le calendrier de paiement des salaires des joueurs par suite des échanges effectués par les Blue Jays de Toronto, car les salaires auraient normalement été versés tout au long de la saison régulière;
- la hausse des coûts liés à la programmation.

BAIIA ajusté

La diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut. Exclusion faite des opérations liées au baseball mentionnées ci-dessus, le BAIIA ajusté de Media aurait diminué de 25 % pour le trimestre.

Autres développements de Media

En avril 2019, nous avons vendu certains actifs de notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Dépenses d'investissement ¹			
Sans-fil	282	260	8
Cable	289	297	(3)
Media	22	15	47
Siège social	24	48	(50)
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie	617	620	–
Produit de la sortie	–	(15)	(100)
Dépenses d'investissement ¹	617	605	2
Intensité du capital ²	17,2 %	16,7 %	0,5 pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la baisse des investissements dans le matériel installé chez l'abonné, contrée en partie par la hausse des investissements que nous avons consacrés aux technologies de l'information et à notre réseau. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'améliorations apportées à la technologie DOCSIS. Ce déploiement et ces améliorations contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media du trimestre à l'étude s'explique par l'augmentation des investissements dans notre infrastructure de diffusion et le Centre Rogers.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social du trimestre considéré découle du fait que les dépenses consacrées à la technologie de l'information avaient été plus élevées en 2018.

Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre à l'étude en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut et de la baisse du total des produits.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 335	1 338	–
Déduire (ajouter) :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	609	544	12
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)	(100)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43	(53)
Charges financières	189	219	(14)
Autres produits	(13)	(23)	(43)
Charge d'impôt sur le résultat	139	141	(1)
Bénéfice net	391	425	(8)

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	564	530	6
Amortissement des immobilisations incorporelles	4	14	(71)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles avant l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	568	544	4
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ¹	41	–	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	609	544	12

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre considéré en raison de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et de la hausse des dépenses d'investissement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons engagé 20 millions de dollars (43 millions de dollars en 2018) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Ces frais se composent principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	173	187	(7)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	50
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	28	(100)
(Profit) perte de change	(45)	8	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	44	(5)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(5)	-
Autres	5	4	25
Charges financières avant les intérêts sur les obligations locatives	175	219	(20)
Intérêts sur les obligations locatives ²	14	-	n. s.
Total des charges financières	189	219	(14)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

² Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

La diminution de 14 % des charges financières du trimestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- la baisse des intérêts sur les emprunts découlant de la réduction du coût moyen pondéré de ces derniers;
- la perte liée au remboursement anticipé de certains billets de premier rang comptabilisée à l'exercice précédent;
- facteurs en partie contrebalancés par les intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption de l'IFRS 16.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	530	566
Charge d'impôt sur le résultat calculée	142	151
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :		
Rémunération fondée sur des actions non déductible (non imposable)	1	(2)
Partie non imposable des profits au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(4)
Tranche non imposable des gains en capital	-	(6)
Autres éléments	(3)	2
Total de la charge d'impôt sur le résultat	139	141
Taux d'impôt effectif	26,2 %	24,9 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	145	110

Les paiements de l'impôt sur le résultat en trésorerie ont augmenté au cours du trimestre considéré en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Bénéfice net	391	425	(8)
Bénéfice de base par action	0,76 \$	0,83 \$	(8)
Bénéfice dilué par action	0,76 \$	0,80 \$	(5)

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 335	1 338	–
Déduire :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	609	544	12
Charges financières ²	189	191	(1)
Autres produits	(13)	(23)	(43)
Charge d'impôt sur le résultat ³	145	149	(3)
Résultat net ajusté ¹	405	477	(15)
Résultat par action de base ajusté ¹	0,79 \$	0,93 \$	(15)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,78 \$	0,90 \$	(13)

¹ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 28 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 6 millions de dollars (recouvrement de 8 millions de dollars en 2018) pour le trimestre clos le 31 mars 2019 lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 376	1 254
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(13)	(21)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 363	1 233
Impôt sur le résultat payé	(145)	(110)
Intérêts payés	(220)	(238)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	998	885
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement	(617)	(605)
Entrées de droits de diffusion	(7)	(6)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(107)	(138)
Autres	(3)	10
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(734)	(739)
Activités de financement		
Produit tiré des (remboursements sur les) emprunts à court terme, montant net	430	(848)
(Remboursement sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	(400)	938
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(11)	(16)
Remboursements de principal des obligations locatives ¹	(41)	–
Coûts de transaction engagés	–	(16)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(136)	–
Dividendes payés	(247)	(247)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(405)	(189)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(141)	(43)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	405	(6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de la période	264	(49)

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Les chiffres comparatifs de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Activités opérationnelles

La hausse de 13 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré est attribuable à l'incidence des éléments hors trésorerie sur le résultat et à l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. L'effet de l'IFRS 16 a été annulé par un accroissement des sorties de trésorerie liées aux activités de financement.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons consacré 617 millions de dollars aux dépenses d'investissement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit plus que pour la même période de 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre considéré, nous avons reçu des sommes nettes de 19 millions de dollars (58 millions de dollars en 2018) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2019	2018
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 998	1 605
Total des emprunts à court terme	2 648	2 255

Le tableau ci-dessous présente le sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2019			Trimestre clos le 31 mars 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	3 858	1,33	5 132	2 220	1,26	2 794
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 545)	1,33	(4 702)	(2 894)	1,26	(3 642)
Produit reçu du (remboursements sur le) programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			430			(848)
Produit tiré des (remboursements sur les) emprunts à court terme, montant net			430			(848)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Le 1^{er} avril 2019, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars). Nous pouvons effectuer des prélèvements sur cette facilité jusqu'au 31 mai 2019, date après laquelle tous les emprunts deviennent exigibles le 31 mars 2020 ou avant cette date. Tout emprunt sera exigible au cours des 12 prochains mois et sera donc comptabilisé dans les emprunts à court terme. Les emprunts effectués sur cette facilité ont pour seule garantie le nantissement fourni par RCCI et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débetures de premier rang.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente le sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2019			Trimestre clos le 31 mars 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	-	-	-	750	1,25	938
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			(400)			-
(Remboursement sur les) émission de billets de premier rang, montant net			(400)			938
(Remboursement sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net			(400)			938

Le tableau ci-dessous présente le sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	14 290	14 448
(Remboursements sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	(400)	938
(Profit) perte de change	(169)	263
Coûts de transaction différés engagés	-	(16)
Amortissement des coûts de transaction différés	3	4
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	13 724	15 637

Émission de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous n'avons émis aucun billet de premier rang ni conclu de dérivés liés à la dette s'y rapportant. En février 2018, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2048 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 4,3 %. En parallèle, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Nous avons donc tiré un produit net de 938 millions de dollars de l'émission.

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

En mars 2019, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars assortis d'un taux de 2,8 %, qui sont arrivés à échéance le 13 mars 2019. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang. Nous n'avons remboursé aucun autre billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Au cours du trimestre, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars a été versée au début d'avril. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2019 et en 2018 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et les actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 17 avril 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 10 juin 2019.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
25 janvier 2018	12 mars 2018	3 avril 2018	0,48	247
19 avril 2018	11 juin 2018	3 juillet 2018	0,48	247
15 août 2018	14 septembre 2018	3 octobre 2018	0,48	247
19 octobre 2018	11 décembre 2018	3 janvier 2019	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAIIA ajusté ²	1 335	1 338	–
Déduire :			
Dépenses d'investissement ³	617	605	2
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	168	182	(8)
Impôt sur le résultat en trésorerie ⁴	145	110	32
Flux de trésorerie disponibles ^{1,2}	405	441	(8)

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

² Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

⁴ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le trimestre considéré essentiellement à cause de l'augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie, en partie annulée par la baisse des intérêts sur les emprunts.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019 ¹	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	264	405	(141)	(35)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	2 088	2 259	(171)	(8)	S'explique principalement par le caractère saisonnier des activités.
Stocks	462	466	(4)	(1)	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	1 081	1 052	29	3	n. s.
Autres actifs courants	411	413	(2)	–	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	201	270	(69)	(26)	Tient compte des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés à la dette et dérivés liés aux dépenses par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	4 507	4 865	(358)	(7)	
Immobilisations corporelles	13 327	13 261	66	–	Tient compte surtout des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, en partie contrebalancées par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	7 188	7 205	(17)	–	Tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 458	2 134	324	15	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 119	1 339	(220)	(16)	Tient compte des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	515	535	(20)	(4)	n. s.
Autres actifs à long terme	134	132	2	2	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	–	–	n. s.
Total des actifs	33 153	33 376	(223)	(1)	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	2 648	2 255	393	17	Tient compte d'une augmentation des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	2 693	2 997	(304)	(10)	Correspond surtout au caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	193	177	16	9	Rend compte de l'excédent de l'impôt à payer sur les acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	139	132	7	5	n. s.
Passifs sur contrat	282	233	49	21	Tient compte surtout d'une augmentation des dépôts de clients relativement aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	500	900	(400)	(44)	Tient compte du remboursement de nos billets de premier rang de 400 millions de dollars en mars 2019.
Partie courante des instruments dérivés	134	87	47	54	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos contrats à terme sur obligations par suite de l'évolution du marché des taux d'intérêt. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Partie courante des obligations locatives	187	190	(3)	(2)	n. s.
Total des passifs courants	6 776	6 971	(195)	(3)	
Provisions	36	35	1	3	n. s.
Dette à long terme	13 224	13 390	(166)	(1)	Tient compte principalement de la réévaluation de notre dette libellée en dollars américains par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Instruments dérivés	87	22	65	n. s.	Tient compte des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Obligations locatives	1 371	1 355	16	1	n. s.
Autres passifs à long terme	529	546	(17)	(3)	n. s.
Passifs d'impôt différé	2 863	2 901	(38)	(1)	n. s.
Total des passifs	24 886	25 220	(334)	(1)	
Capitaux propres	8 267	8 156	111	1	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	33 153	33 376	(223)	(1)	

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. C'est pourquoi nous utiliserons les chiffres au 1^{er} janvier 2019 à des fins de comparaison. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, ainsi que de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

Au 31 mars 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	1 998	1 194
Lettres de crédit en cours	981	–	981	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	4 181	–	989	1 998	1 194
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	264	–	–	–	264
Total	5 495	650	989	1 998	1 858

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	9	1 605	1 586
Lettres de crédit en cours	982	–	982	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	4 182	–	991	1 605	1 586
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	–	–	–	405
Total	5 637	650	991	1 605	2 391

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 382 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2019 (1 051 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Notre nouvelle facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars) nous procure d'importantes liquidités disponibles supplémentaires que nous pouvons utiliser pour effectuer les paiements nécessaires pour les licences de spectre de la bande de 600 MHz nouvellement obtenues annoncées en avril. Nous ferons l'acquisition de ces licences de spectre au cours du deuxième trimestre de 2019. Un acompte de 0,3 milliard de dollars doit être versé le 26 avril 2019 et le solde de 1,4 milliard de dollars est dû le 27 mai 2019. Une fois que les paiements des licences de spectre auront été effectués, nous prendrons les dispositions nécessaires pour rembourser et résilier les lettres de crédit d'environ 0,9 milliard de dollars qui avaient été émises dans le cadre de la mise aux enchères des licences de spectre. En tenant compte de la nouvelle facilité de crédit non renouvelable de 2,9 milliards de dollars et du montant de 1,7 milliard de dollars que nous verserons pour acquérir les licences de spectre de la bande de 600 MHz, nos liquidités disponibles se seraient élevées à 3,0 milliards de dollars au 31 mars 2019.

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,43 % au 31 mars 2019 (4,45 % au 31 décembre 2018) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,5 années (10,7 années au 31 décembre 2018).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 31 mars 2019.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives (depuis le 1^{er} janvier 2019) et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 31 mars 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019	Au 31 décembre 2018
Dette à long terme ¹	13 835	14 404	14 404
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 104)	(1 448)	(1 448)
Emprunts à court terme	2 648	2 255	2 255
Obligations locatives ³	1 558	1 545	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(264)	(405)	(405)
Dette nette ajustée ⁴	16 673	16 351	14 806
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁴	6 109	6 157	5 983
Ratio d'endettement ⁴	2,7	2,7	2,5

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

⁴ La dette nette ajustée, le BAIIA ajusté et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 31 mars 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1^{er} janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7, c'est-à-dire aucun changement par rapport à la dernière période écoulée close le 31 mars 2019. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

En tenant compte de notre acquisition des licences de spectre de la bande de 600 MHz de 1,7 milliard de dollars, qui est en cours, la dette nette ajustée au 31 mars 2019 se serait chiffrée à 18,4 milliards de dollars et notre ratio d'endettement aurait été de 3,0.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois allant du 24 avril 2018 au 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

Au cours du trimestre à l'étude, dans le cadre de cette offre, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars a été versée au début d'avril.

En avril 2019, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, au cours de la période de douze mois allant du 24 avril 2019 au 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

Actions ordinaires en circulation

	Au 31 mars 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 155 021	111 155 637
Actions de catégorie B sans droit de vote	401 493 541	403 657 038
Total des actions ordinaires	512 648 562	514 812 675
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	3 087 432	2 719 612
Options en circulation exerçables	902 782	1 059 590

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2019, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 82,7 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (85,3 % au 31 décembre 2018).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement au programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2019			Trimestre clos le 31 mars 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	3 858	1,33	5 132	2 220	1,26	2 794
Dérivés liés à la dette réglés	3 536	1,33	4 701	2 890	1,26	3 653
Montant net en trésorerie payé			(11)			(16)

Au 31 mars 2019, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à un montant notionnel de 1 495 millions de dollars américains (1 178 millions de dollars américains au 31 décembre 2018). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Billets de premier rang

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrats à terme sur obligations au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2019			Trimestre clos le 31 mars 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	240	1,30	313	600	1,23	740
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,24	261	210	1,30	273

Au 31 mars 2019, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 110 millions de dollars américains (1 080 millions de dollars américains au 31 décembre 2018), venaient à échéance d'avril 2019 à décembre 2020 (de janvier 2019 à décembre 2020 au 31 décembre 2018) et le cours de change moyen s'établissait à 1,25 \$ CA/1 \$ US (1,24 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2018).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 31 mars 2019, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (5,0 millions au 31 décembre 2018) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,62 \$ (51,54 \$ au 31 décembre 2018).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons réglé 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres pour un produit net de 7 millions de dollars. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre considéré. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 mars 2019			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 550	1,0795	4 912	1 139
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(87)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	1 495	1,3313	1 990	7
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 059
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(134)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 110	1,2547	1 393	79
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	243	95
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 099

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2018			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 500	1,1243	6 184	1 354
En passifs	550	1,3389	736	(22)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	1 178	1,3276	1 564	41
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 373
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(87)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 080	1,2413	1 341	122
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	258	92
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 500

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2018.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, le 1^{er} janvier 2019, la plus grande partie des obligations au titre de contrats de location simple de 979 millions de dollars que nous avons présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2018 a été comptabilisée dans les obligations locatives, un montant correspondant ayant été inscrit dans les actifs au titre de droits d'utilisation, dans notre état consolidé résumé de la situation financière. En outre, en avril 2019, nous avons contracté un nouvel engagement afin d'obtenir des licences de spectre de la bande de 600 MHz, pour un coût total de 1,7 milliard de dollars. Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2018, depuis le 31 décembre 2018.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 6 mars 2019 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2018. La modification importante concernant la réglementation survenue depuis cette date est décrite ci-après.

Licences de spectre de la bande de 600 MHz

La mise aux enchères des licences de spectre de 600 MHz d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada a commencé le 12 mars 2019 et s'est terminée le 4 avril 2019. Les résultats ont été rendus publics le 10 avril 2019. Douze sociétés ont participé aux enchères et 104 des 112 licences ont été attribuées à neuf de ces sociétés, pour une valeur totale de 3,5 milliards de dollars. Nous avons acquis 52 licences au coût de 1,7 milliard de dollars. Nous prendrons possession de ces licences au cours du deuxième trimestre de 2019, une fois que nous aurons effectué le paiement des licences et réussi l'examen en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 6 mars 2019, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif avait trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigeaient des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. En mars 2019, les demandeurs ont abandonné le recours collectif sans que Rogers n'ait eu à verser de paiement.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2018, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2019

IFRS 16

Au 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, qui annule et remplace les normes comptables précédentes visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Un preneur doit comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous avons comptabilisé une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable reste pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 16 à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous nous sommes prévalus de la mesure de simplification prévoyant qu'en tant que preneur, nous pouvions maintenir nos évaluations de contrats de location faites selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4 pour les contrats existants. Par conséquent, la définition d'un contrat de location de l'IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés après le 1^{er} janvier 2019.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, ont été évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement au contrat de location en question. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous avons choisi d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous avons appliqué l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous nous sommes prévalus des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;

- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation;
- nous appuyer sur l'évaluation faite en appliquant l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, au 31 décembre 2018, pour déterminer si des contrats sont déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous ne nous sommes pas prévalus des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur au moment de la transition; cependant, nous pourrions choisir dans l'avenir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories de contrats à court terme et contrat par contrat pour les contrats de faible valeur.

Il n'y a pas eu d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

Effet de la transition à l'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 16 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en millions de dollars)	Note	Chiffres présentés au 31 décembre 2018	Effet de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		436	(23)	413
Actifs courants restants		4 452	–	4 452
Total des actifs courants		4 888	(23)	4 865
Immobilisations corporelles	<i>i</i>	11 780	1 481	13 261
Actifs à long terme restants		15 250	–	15 250
Total des actifs		31 918	1 458	33 376
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3 052	(55)	2 997
Partie courante des obligations locatives	<i>i</i>	–	190	190
Passifs courants restants		3 784	–	3 784
Total des passifs courants		6 836	135	6 971
Obligations locatives	<i>i</i>	–	1 355	1 355
Passifs d'impôt différé		2 910	(9)	2 901
Passifs à long terme restants		13 993	–	13 993
Total des passifs		23 739	1 481	25 220
Capitaux propres		8 179	(23)	8 156
Total des passifs et des capitaux propres		31 918	1 458	33 376

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de début de la location, soit le 1^{er} janvier 2019 aux fins de notre adoption, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'égard de tous les contrats de location existants. L'obligation locative a été évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaires de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'administration d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Services d'impression et services juridiques	1	4

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018.

Objectifs financiers

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux dépenses d'investissement qui ont été présentées le 24 janvier 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion et à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2018 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAIIA ajusté Marge du BAIIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAIIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAIIA ajusté :</p> <p>BAIIA ajusté Divisé par l'élément suivant Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions Divisé par l'élément suivant Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles ¹	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAIIA ajusté Moins les éléments suivants Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives, obligations locatives, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice net	391	425
Ajouter :		
Charge d'impôt sur le résultat	139	141
Charges financières	189	219
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	609	544
BAIIA	1 328	1 329
Ajouter (déduire) :		
Autres produits	(13)	(23)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)
BAIIA ajusté	1 335	1 338

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
BAIIA ajusté	1 335	1 338
Diviser par : total des produits	3 587	3 633
Marge du BAIIA ajusté	37,2 %	36,8 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice net	391	425
Ajouter (déduire) :		
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	28
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(8)
Résultat net ajusté	405	477

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	405	477
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	514	515
Résultat par action de base ajusté	0,79 \$	0,93 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté dilué	405	464
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	516	516
Résultat par action dilué ajusté	0,78 \$	0,90 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	998	885
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement	(617)	(605)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(168)	(182)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43
Intérêts payés	220	238
Amortissement des droits de diffusion	(19)	(14)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	9	69
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	13	21
Autres ajustements	(51)	(14)
Flux de trésorerie disponibles	405	441

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 31 mars	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2019	2019	2018
Partie courante de la dette à long terme	500	900	900
Dette à long terme	13 224	13 390	13 390
Coûts de transaction et escomptes différés	111	114	114
	13 835	14 404	14 404
Ajouter (déduire) :			
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 059)	(1 373)	(1 373)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(45)	(75)	(75)
Emprunts à court terme	2 648	2 255	2 255
Partie courante des obligations locatives	187	190	–
Obligations locatives	1 371	1 355	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(264)	(405)	(405)
Dette nette ajustée	16 673	16 351	14 806

	Au 31 mars	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2019	2019	2018
Dette nette ajustée	16 673	16 351	14 806
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 109	6 157	5 983
Ratio d'endettement	2,7	2,7	2,5

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 31 mars 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1^{er} janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7, c'est-à-dire aucun changement par rapport à la dernière période écoulée close le 31 mars 2019. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2019		2018 ¹			2017 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits								
Sans-fil	2 189	2 464	2 331	2 214	2 191	2 288	2 203	2 076
Cable	976	989	983	991	969	981	977	976
Media	468	540	488	608	532	526	516	637
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(55)	(33)	(57)	(59)	(64)	(50)	(69)
Total des produits	3 587	3 938	3 769	3 756	3 633	3 731	3 646	3 620
Total des produits tirés des services ²	3 143	3 276	3 271	3 300	3 127	3 164	3 196	3 221
BAIIA ajusté ³								
Sans-fil	1 015	1 028	1 099	1 029	934	965	1 017	915
Cable	445	489	490	462	433	477	471	455
Media	(84)	40	73	60	23	37	61	59
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(41)	(36)	(42)	(47)	(52)	(43)	(46)	(40)
BAIIA ajusté	1 335	1 521	1 620	1 504	1 338	1 436	1 503	1 389
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	609	564	558	545	544	531	531	535
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	(5)	–	(11)	–	–	(49)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	94	47	26	43	31	59	34
Charges financières	189	205	176	193	219	184	183	189
Autres (produits) charges	(13)	(26)	15	2	(23)	3	20	(31)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	530	684	829	738	566	687	710	711
Charge d'impôt sur le résultat	139	182	235	200	141	188	202	183
Bénéfice net	391	502	594	538	425	499	508	528
Bénéfice par action								
De base	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,83 \$	0,97 \$	0,99 \$	1,03 \$
Dilué(e)	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,80 \$	0,97 \$	0,98 \$	1,02 \$
Bénéfice net	391	502	594	538	425	499	508	528
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	94	47	26	43	31	59	34
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	–	21	–	–	–	–	–	–
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	–	28	–	–	–
Recouvrement sur la liquidation de shomi	–	–	–	–	–	–	–	(20)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	(5)	–	(11)	–	–	(49)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(32)	(11)	(10)	(8)	(7)	(16)	3
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	–	–	2	–	–
Résultat net ajusté ³	405	585	625	554	477	525	551	496
Résultat par action ajusté ³								
De base	0,79 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,08 \$	0,93 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$
Dilué	0,78 \$	1,13 \$	1,21 \$	1,07 \$	0,90 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$
Dépenses d'investissement	617	828	700	657	605	841	658	451
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	998	1 051	1 304	1 048	885	1 142	1 377	823
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	405	471	627	595	441	340	578	605

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs des périodes précédentes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 4,2 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité)										
(en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	—	1	3 148	3 145	488	547	(49)	(60)	3 587	3 633
Bénéfice net (perte nette)	391	425	376	428	(46)	305	(330)	(733)	391	425
À la clôture de la période (non audité)										
(en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	31 mars 2019	31 déc. 2018 ³	31 mars 2019	31 déc. 2018 ³	31 mars 2019	31 déc. 2018 ³	31 mars 2019	31 déc. 2018 ³	31 mars 2019	31 déc. 2018 ³
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	24 907	24 687	23 293	22 870	10 331	10 256	(54 024)	(52 925)	4 507	4 888
Actifs non courants	27 877	27 485	23 861	22 396	3 717	3 700	(26 809)	(26 551)	28 646	27 030
Passifs courants	26 741	25 995	27 435	27 170	8 236	8 206	(55 636)	(54 535)	6 776	6 836
Passifs non courants	15 002	15 149	4 305	3 025	150	110	(1 347)	(1 381)	18 110	16 903

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###